

**Climat - COP23 - Réponse de M.
Nicolas Hulot, ministre de la
transition écologique et solidaire, à
une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 21 novembre 2017)**

Question sur le bilan de la COP23

Pour être très franc, le bilan de la COP23 est en demi-teinte. L'onde de choc provoquée par le retrait des États-Unis de ce processus se fait peut-être plus sentir maintenant que dans un premier temps. Je me garderai donc bien de tout optimisme excessif.

Il s'agit d'un bilan en demi-teinte disais-je. En effet, le rassemblement de la communauté internationale, pour la première fois depuis la décision des États-Unis, a certes démontré que la coalition demeure solide, mais a jeté le doute sur la détermination de certains États.

Nous ne pouvons pas nous résoudre à l'inaction. Attention ! Nous courons le danger, qui n'est pas négligeable, que la courbe de l'irréversible et celle du fatalisme se rejoignent. Je le dis en toute transparence.

Face à l'urgence, les progrès ont été trop lents, surtout au regard de l'alerte émise par les scientifiques, selon lesquels ce que nous déciderons de faire - ou pas - est déterminant pour l'avenir. Il faut donc accélérer le rythme d'action afin de répondre aux alertes lancées par les scientifiques.

La COP23 a tout de même eu quelques résultats positifs. On y a vu les villes, les États fédérés et les entreprises américaines réaffirmer leur volonté de compenser la défection de Donald Trump. La France a annoncé - et c'est une bonne chose - qu'elle comblerait le déficit de financement du GIEC, car nous avons besoin de la boussole du GIEC.

Enfin, plus de trente pays ont bâti une coalition pour sortir du charbon. La France, dont le Plan climat prévoit la fermeture des dernières centrales à charbon d'ici à 2020, y a pris toute sa part.

Il faut maintenant aller bien plus vite, car nous menons une course contre la montre. La parole de vérité, nous l'entendrons lors de la COP24 en Pologne. D'ici là, deux événements importants auront lieu : le sommet du 12 décembre à Paris sur le financement et le rendez-vous international organisé par le gouverneur de Californie début 2018 à Los Angeles./.